Médias et banlieues

Guy Lochard

Maître de conférences
à l'Université de Paris III

Nos travaux portent sur le traitement médiatique des banlieues à la télévision, thème beaucoup plus large que celui de l'immigration, mais qui l'englobe. Nous avons centré nos recherches sur les émissions "explicatives" de la télévision française entre 1989 et 1997, autrement dit les magazines de débats, les talk-shows, et non sur les informations de journaux quotidiens. Cette étude est une commande, qui s'apparente assez à un travail universitaire classique, sur les pratiques des professionnels de France 2.

Comment analyser les banlieues à la télévision ?

Dans un premier temps, nous avons essentiellement travaillé sur un mode quantitatif, c'est-à-dire que nous sommes allés dans les bases de données, et nous avons essayé, par des calculs systématiques par trimestre et par année, de déterminer un certain nombre de grandes tendances. A partir de ces premiers éléments, nous avons choisi les émissions. Et, troisième phase de travail, dans laquelle nous sommes actuellement, nous sommes remontés du produit vers les conditions de production, donc nous nous sommes tournés vers les producteurs, les animateurs ou les responsables de ces émissions, que nous sommes allés interroger en fonction d'un certain nombre d'hypothèses. Cette phase, en cours, a pris un peu de retard, parce qu'il n'est pas évident de rencontrer un certain nombre de gens aux agendas particulièrement remplis. Donc nous allons essentiellement parler des résultats de la deuxième phase de travail.

Quelles ont été les positions théoriques qui ont présidé à ce travail ? Quand nous parlons de la

question des banlieues, c'est dans un sens assez différent du sens qu'en donnent le géographe, l'urbaniste ou le sociologue. Pour nous, la question des banlieues, ce n'est pas le fait social qui correspond à un territoire bien spécifique. La question des banlieues, nous l'entendons en tant que "thème médiatique", comme des discours donnés par les images de la télévision, et qui prennent appui sur l'histoire culturelle et sur un certain nombre de représentations sociales. Ce thème médiatique est en fait une sorte de "macrothème" qui est un lieu de convergences de trois sous-thématiques privilégiées par la télévision parce qu'elles ont une forte résonance dans l'espace public, et parce qu'elles sont dotées, du point de vue du journaliste, d'une certaine force spectaculaire.

« la question de la banlieue n'est pas le résultat d'une simple opération d'enregistrement d'un réel face auquel la télévision ne serait qu'une sorte de spectateur passif »

Parmi ces trois sous-thématiques, il y a celle liée à l'immigration et à tous les débats qu'elle peut susciter, à savoir la question du racisme, de la xénophobie et de la jeunesse. Lorsqu'on étudie les choses chronologiquement, on voit que les sujets sur la banlieue à la télévision ont augmenté lorsque est apparue la question de la jeunesse sur la scène politique. Tout ce qui touche à la jeunesse sacrifiée est très prisé par les médias. Et la violence aussi.

La question de la banlieue, telle qu'elle apparaît à la télévision, n'est pas le résultat d'une simple opération d'enregistrement d'un réel qui existerait de façon autonome, face auquel la télévision ne serait qu'une sorte de spectateur passif. Nous savons, au contraire, que le discours sur la banlieue à la télévision est le résultat d'un conflit de discours, d'un conflit d'images, d'un jeu de négociations permanent entre trois types d'acteurs : les journalistes, les habitants des banlieues et les acteurs professionnels. Les journalistes ne suscitent pas les faits qui se produisent dans les cités, comme certains le disent, mais leur présence ne peut pas être considérée comme sans effet sur le déroulement de certains phénomènes. Les habitants des banlieues, eux, ne sont pas des sujets passifs qui subissent des images que l'on construit, et peuvent aussi réagir en mettant en œuvre des stratégies de communication qui visent à corriger, à reconstruire et à modifier les images péjoratives. Quant aux pouvoirs publics, ils interviennent à la fois vis-à-vis des acteurs sociaux et vis-à-vis des professionnels des médias en mettant au point des stratégies de communication.

Nous avons, par conséquent, appréhendé le phénomène des banlieues comme étant le résultat d'un jeu de négociations et d'un rapport de force permanent entre ces trois types d'acteurs. A la lumière de ces hypothèses, en nous appuyant sur nos positions de départ, nous avons essayé de répondre à trois objectifs principaux : quelles ont été les politiques de programmation du service public (France 2, France 3) et du service privé (TF1) à propos de la question des banlieues entre 1989 et 1994, dans les émissions que nous avons appelées "avisées et explicatives" ? Quels ont été, en second lieu, les modes de traitement privilégiés par les chaînes, en fonction de l'actualité ? Et quels ont été

les effets de ces programmations, de ces productions et de ces modes de traitement ? Autant d'interrogations qui débouchent sur une question générale, à savoir quelle est la responsabilité civique de la télévision ? La télévision est un instrument déterminant de brassage et d'activation des représentations sociales. Voilà le socle sur lequel on s'est établi pour mener ce travail d'analyse sur une cinquantaine d'émissions.

Alors, à partir de là, nous avons travaillé sur la question des dénominations (comment sont apparus certains termes, comme "zonard", "loubard", "beur", "casseur" ? comment disparaissent-ils aussi ?). Nous avons également travaillé sur la construction de certaines images stéréotypées (l'installation d'acteurs sociaux dans des rôles particuliers, la distribution de rôles comme celui de l'agresseur ou de l'agressé). Enfin, nous avons analysé les modes de traitement visuel, car quand on filme les banlieues, on les filme d'une certaine manière, et il y a des traits stylistiques très particuliers qui apparaissent.

L'apparition des banlieues à la télévision

Il faut d'abord reconstituer la façon dont s'est construite cette thématique des banlieues, comment elle a évolué, et ce qu'ont été les attitudes journalistiques, à partir de l'analyse d'une cinquantaine d'émissions du service public et du service privé entre 1989 et 1994.

Nous sommes toutefois remontés jusqu'aux années 1950 pour comprendre l'évolution des choses. Dans ces années-là, on voit que les programmes sur la banlieue ne constituent pas des thématiques médiatiques spécifiques. La télévision rend compte d'événements qui se produisent dans la banlieue, mais celle-ci reste un simple cadre. Tous les événements ne sont pas reliés par un système explicatif qui renverrait à la notion de territoire. Il n'y a pas vraiment de problématisation.

Par contre, dans les années 1960, on assiste à une première forme de problématisation à travers la question des grands ensembles. Et on peut repérer un certain nombre de reportages qui rendent compte de l'édification des cités à la périphérie des grandes villes, notamment dans l'émission "Cinq colonnes à la Une", où Pierre Tchernia nous transporte à la Courneuve. La banlieue apparaît comme la solution aux problèmes du logement des années 1950 en France. La télévision se fait ainsi l'écho du volontarisme gouvernemental. A l'époque, on est très productiviste, Le Corbusier est omniprésent. On perçoit, malgré tout, dans ces reportages, quelques interrogations sur les effets de destructuration de certaines formes de sociabilité héritées du monde rural et sur l'émergence de certaines formes de délinquance juvénile (le thème des blousons noirs, par exemple, apparaît à cette époque). Il paraît important de signaler, pour le début des années 1960, quelques magazines comme "16 millions de jeunes", puis, plus tard, "Panorama", qui proposent des approches sociales fouillées. Les journaux télévisés, eux, restent assez discrets sur les banlieues.

Le basculement s'opère au début des années 1970, où on assiste, dans tous les genres télévisuels, à un assombrissement de la vision sur les banlieues. Les journaux télévisés se font l'écho des mesures institutionnelles des différents gouvernements. L'assombrissement se manifeste également dans certains magazines comme "La France défigurée" de Michel Péricard, où on voit la dégradation de l'environnement à travers l'édification de grands ensembles. On le retrouve également dans les fictions (1974/75, c'est l'époque des *Petits enfants du siècle*, le roman de Christiane de Rochefort). Dans cette période, on va voir se multiplier les émissions qui se font l'écho des dérives de l'habitat, destructeur de l'environnement, des effets psychosociaux d'un type d'habitat désocialisant, des effets sur la destructuration des relations familiales, des phénomènes de violence dans les établissements scolaires, et d'un besoin de mémoire qui commence à surgir par rapport à la périphérie des villes, autrefois composées de villages ruraux et maintenant synonyme de grandes cités anonymes. Ce qu'on remarque, dans cette période, c'est que ces questions sont essentiellement traitées dans des magazines de société comme "Aujourd'hui Madame" et des émissions de type éducatif. Cette question apparaît rarement dans des émissions de *prime time*, et est abordée, essentiellement, dans des émissions du milieu de la journée.

« le basculement s'opère au début des années 1970, où on assiste, dans tous les genres télévisuels, à un assombrissement de la vision sur les banlieues »

Un plus grand basculement s'opère en 1981, avec le phénomène de cristallisation de toutes ces inquiétudes, latentes dans les années 1970, et de focalisation sur cet univers urbain, jusqu'alors relégué dans des créneaux d'audience secondaires. Début 1981, toutes les équipes de télévision se précipitent dans la périphérie lyonnaise pour rendre compte des fameux rodéos. Et commence le processus d'étiquetage de certains groupes, notamment des jeunes. Vient ensuite l'époque de la "promotion médiatique" du "Beur", cette figure qui s'installe dans l'espace public. C'est la période de l'étiquetage et de la stigmatisation. Il y a d'une part les Beurs, et d'autre part les jeunes immigrés qui deviennent des loubards basanés.

A partir de 1981 se met en place un jeu de négociations entre les journalistes, les acteurs sociaux des banlieues et les habitants. La programmation de 1981 à 1989 est très marquée par une tension permanente entre ces trois groupes. On pourrait résumer ainsi les quelques éléments qui témoignent de ce jeu d'interactions : fin 1982, on voit une série de sujets au journal télévisé, pendant deux ou trois jours, sur la réussite du plan "anti-été chaud" (on envoie en Ardèche un certain nombre de jeunes Lyonnais dans des colonies de vacances). Les séries de titres sont intéressantes d'un point de vue terminologique. C'est "vacances pour gentils loubards, zonards", etc. "Beur" n'est pas encore utilisé. Les pouvoirs publics, par rapport à cet événement, sollicitent les journalistes. On voit aussi se mettre en place, dans les cités, des pratiques qui consistent à

négocier avec les journalistes de télévision le passage de certains films produits par les jeunes eux-mêmes. Car des jeunes arrivent à faire passer des films qu'ils ont produits, et qui constituent des contre-témoignages. 1982, c'est aussi l'époque où, à Vénissieux, une équipe de France 2 se fait éjecter d'une cité où elle entendait réaliser un journal télévisé.

En 1983 démarrent les grandes cérémonies télévisées d'émeutes. Les journalistes font des sujets aux tonalités dramatisantes et alarmistes, mettant l'accent sur le mal de vivre et l'insécurité en banlieue. Les titres sont significatifs : "La guerre des banlieues", "Mal de vivre en banlieue", etc. Ils sont quelquefois rééquilibrés par des sujets qui, au contraire, ont des tonalités rassurantes et euphoriques, qui mettent l'accent sur la volonté d'intégration sociale de ces jeunes Beurs et sur la réussite de certains d'entre eux. Dès cette époque, on voit dans les journaux télévisés ou dans des émissions des *success stories* : il y a notamment un groupe de jeunes d'Argenteuil qui a réussi à monter une entreprise de *fast food*, qu'on voit sur toutes les chaînes.

« en 1983 démarrent les grandes cérémonies télévisées d'émeutes »

On arrive ainsi à la période qui a été le centre de gravité de notre travail : de 1989 à 1994. En 1989, il y a une très forte augmentation du nombre d'émissions. Ce n'est pas tellement dû à l'acroissement du nombre d'événements violents. Ce qui explique cela, c'est essentiellement deux événements associés aux banlieues, qui accréditent la thèse de la prolifération islamique. En février, c'est l'affaire Rushdie qui provoque une manifestation, place de la République à Paris. Et, à partir d'octobre, c'est la fameuse affaire des foulards. Donc on traite la question de la banlieue, mais toujours sous l'angle de l'islamisme prenant de l'ampleur. On fait l'amalgame entre plusieurs phénomènes distincts, qui sont reliés et englobés. Cette nouvelle focalisation entraîne un nouveau regard sur les Beurs. Une émission très significative de cela, c'est un "7 sur 7" d'Anne Sinclair : on retourne aux Minguettes, et on rend compte qu'un certain nombre de jeunes se livrent à la prière dans un centre islamique. On interroge ces jeunes qui renient l'époque de la Marche pour l'égalité de 1983, l'époque de SOS Racisme, qu'ils dénoncent comme une époque de folie. Plusieurs personnes interviennent pour expliquer qu'il y a un repli identitaire, que les temps ont changé, et qu'il y a un nouveau comportement des jeunes issus de l'immigration de la deuxième génération. Montrés, en 1983, par les médias, comme les pionniers d'un avenir multiculturel de la société française, les Beurs apparaissent, à partir de ce moment-là, comme gagnés par un repli identitaire. Leur image change.

En 1990, il y a un retour en force de la question urbaine, à travers une multiplication d'événements : à Vaulx-en-Velin, il y a l'histoire de la mort d'un jeune à moto percuté par une voiture de police, qui est à l'origine d'événements violents, largement couverts par les médias, comme les pillages d'un centre commercial. Puis interviennent, à partir de novembre, les événements lycéens qui ont pour cadre la banlieue nord de Paris, et qui se terminent par des affrontements violents aux alentours de Montparnasse. Et apparaît le discours

sur les "casseurs". Les "casseurs" deviennent ceux qui entrent dans les centres urbains pour déclencher un certain nombre d'affrontements. Comme en 1981, il y a un "emballement" médiatique autour de toutes ces questions.

Il n'empêche qu'à ce moment-là, il y a quand même un changement : c'est une mise en cause de la télévision par les acteurs sociaux et par les habitants des banlieues. Les journalistes sont fréquemment interpellés et la caméra est mal perçue. La télévision est accusée de faire des constructions médiatiques, et de donner des représentations négatives des banlieues et de ses habitants. Ceci transparaît en permanence sur l'écran. Deux exemples : il y a une émission d'"Envoyé Spécial", juste après les événements de Vaulx-en-Velin, où le personnage vecteur, un jeune garçon, Nordine, qui sert de fil conducteur, avec son entraîneur de boxe, met en cause la stigmatisation médiatique dont il est victime : « *Moi, maintenant, quand j'irai chercher un travail, que j'arriverai et que je dirai que je suis de Vaulx-en-Velin, on ne voudra pas de moi.* » Une émission de Christine Ockrent, à la même période, est consacrée à la "génération malaise", dans laquelle la banlieue occupe une place importante, où on voit un professeur de lycée professionnel se livrer à un procès en règle des médias.

« la télévision est accusée de faire des constructions médiatiques, et de donner des représentations négatives des banlieues et de ses habitants »

En 1991, il y a deux phénomènes nouveaux : en premier lieu, il y un processus de "désinstitutionnalisation" du traitement de cette question à la télévision, en ce sens que les approches sont de plus en plus locales et pragmatiques, et ceci se traduit par la convocation de plus en plus fréquente d'acteurs et d'élus de terrain au détriment d'acteurs et d'élus nationaux. Donc il y a à la fois cette "désinstitutionnalisation" et le début d'une attitude de réparation de la part des médias, voire d'expiation, les journalistes affichant de plus en plus explicitement leur responsabilité dans la construction des représentations sociales négatives qu'ils ont contribué à donner. Une émission paraît caractéristique de cela, c'est un "Bas les masques" de Mireille Dumas, en 1992, qui s'intitule "Touche pas à ma banlieue", dans lequel on voit et on entend un certain nombre d'habitants d'Argenteuil venir expliquer leur bonheur de vivre en banlieue. Il y a une euphorie dans les discours.

La dernière partie, entre 1992 et 1994, est caractérisée par une tension permanente entre les approches dramatisantes et spectaculaires, qui confortent des stéréotypes, et des émissions aux approches plus distanciées, qui visent, au contraire, à montrer la complexité des situations. Des contradictions peuvent se retrouver à l'intérieur d'une même émission. Dans "La Marche du siècle", dès 1991, on voit Jean-Marie Cavada organiser des débats "polyphoniques", avec des acteurs sociaux très différents les uns des autres. Quitte, en 1994, à retomber de nouveau dans les traitements dramatisants, avec une émission où on suit une patrouille de police, la nuit, qui reçoit des pierres et se fait insulter. En 1995, "La Marche du siècle" affuble des jeunes garçons de barbes, grâce à la palette

graphique, pour les faire passer pour des islamistes, ce qui laisse penser que les processus de stigmatisation peuvent être présents dans une émission qui lutte aussi contre les stéréotypes.

Donner du sens ou montrer le spectaculaire ?

Il faudrait aussi revenir sur une émission de Jean-Luc Delarue, "Ça se discute", avec le dispositif "pour ou contre", schématisant et dramatisant. Ce dispositif dual favorise l'antagonisme des positions et débouche sur des polémiques que Jean-Luc Delarue est incapable de gérer. Cette émission me paraît représentative des schémas journalistiques. Les journalistes sont tiraillés entre des exigences contradictoires, entre l'impératif de montrer du spectaculaire, pour attirer l'attention, et l'impératif de rendre les choses intelligibles, pour donner du sens. Cela les met dans une incertitude totale, qui transparaît dans les émissions.

Quand on se livre à une comparaison entre l'attitude du service public et l'attitude de TF1, on se rend compte, d'une part que les chaînes publiques diffusent beaucoup plus d'émissions "sociales", d'autre part que les horaires de programmation du service public garantissent à ces émissions des audiences plus larges qu'à TF1, où ces émissions sont systématiquement reléguées très tard. On remarque aussi que les angles d'attaque sont plus nombreux dans les émissions de service public qu'à TF1, et que les dispositifs sont globalement moins spectaculaires, moins dramatisants, sur les chaînes publiques que sur TF1. Enfin, le service public se différencie de TF1 à travers la programmation d'un certain nombre d'émissions consacrées à la thématique urbaine, comme "Saga-Cités" sur France 3. Malgré tout, le service public n'est pas à l'abri d'"emballements médiatiques". En 1989, il y a l'émission "Stars à la barre", inspirée par le dispositif du procès, et qui joue sur la dramatisation. L'émission est interrompue après la diffusion de propos racistes.

« ce que montre notre étude, c'est la difficulté des journalistes de l'information télévisée à gérer le temps »

Ce que montre notre étude, c'est la difficulté des journalistes de l'information télévisée à gérer le temps, à capitaliser les expériences et à résister aux "emballements médiatiques". Car il faut rendre compte de l'événement de façon immédiate, y compris dans les émissions "explicatives". Le deuxième enseignement, c'est la difficulté des journalistes de télévision à affronter la complexité des situations sociales. Le spectaculaire est donc souvent privilégié au détriment de la compréhension. En même temps, les médias souhaitent comprendre, et mettent en place des émissions "explicatives". Cette contradiction est peut-être inhérente à la télévision, média de masse. Il faut savoir gérer ce double impératif. Aujourd'hui, la tendance est de favoriser l'émotion au détriment de la rationalité. Comment inverser cette tendance ? Cela passe peut-être par une meilleure formation des journalistes et par une intervention auprès

des décideurs. Mais là, on touche à la conception de la télévision et à la représentation que les citoyens s'en font. Cela dépend aussi de l'influence des spectateurs dans la programmation des chaînes de télévision ■

Intervention enregistrée au Centre international de la communication de Roubaix le 6 décembre 1996